



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

272 | Octobre-Décembre 2015

Centrafrique/Afrique centrale : ressources et conflits armés

Pour une poignée de ressources. Violences armées et pénurie des rentes en Centrafrique

For a handful of resources. Armed violence and shortage

Emmanuel Chauvin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/7621>

DOI : 10.4000/com.7621

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2015

Pagination : 481-500

ISBN : 978-2-86781-979-7

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Emmanuel Chauvin, « Pour une poignée de ressources. Violences armées et pénurie des rentes en Centrafrique », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 272 | Octobre-Décembre 2015, mis en ligne le 01 octobre 2018, consulté le 07 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/com/7621> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.7621>

© Tous droits réservés



Pour une poignée de ressources. Violences armées et pénurie des rentes en Centrafrique

Emmanuel Chauvin¹

Introduction

Deux ans et demi après le début de Sangaris (opération militaire française), la Centrafrique a un nouveau président, Faustin-Archange Touadéra, élu à la tête d'un État sans ressources et dans lequel des violences armées perdurent.

Au 187^e rang sur 188 du classement mondial de l'Indice de développement humain du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Centrafrique connaît une pénurie chronique de ressources. Les matières naturelles sont sous-explorées et sous-exploitées. L'industrie minière est inexistante : le diamant et l'or sont extraits de matière artisanale, alors que l'exploitation de l'uranium et du pétrole est au stade de la prospection. La Centrafrique est un nain agricole, tant pour le vivrier que pour l'exportation (coton, café principalement). La coupe industrielle de bois est limitée par la petitesse du bassin sylvicole, frange de la grande forêt congolaise. Les secteurs d'activité les plus dynamiques, diamant, vivrier marchand, élevage, ont un faible rendement fiscal. Les secteurs secondaires et tertiaires sont embryonnaires. En toile de fond de ce contexte économique, le faible peuplement (6,5 hab./km² en moyenne) et l'enclavement limitent les capacités de production, la rentabilité d'exploitation des ressources et leur contrôle politico-administratif (Sautter, 1966).

Alimenté par de maigres rentes (bois, diamants, coton, café), l'appareil d'État a peu de moyens et peu d'emprise hors de Bangui, alors que le

1. Emmanuel Chauvin, chercheur associé, Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (PRODIG), chauvinemmanuel@yahoo.fr

territoire national est grand comme la France métropolitaine et le Benelux réunis (620 000 km²). La situation s'est aggravée ces dernières années. Les recettes fiscales propres de l'État sont passées d'une moyenne annuelle de 120 millions d'euros dans les années 1990-2000, soit le budget annuel d'une ville française de 80 000 habitants, à 60 millions en 2014², dans un contexte de recrudescence des violences armées. Depuis 1996, ces violences se prolongent sur fond de rivalités pour le contrôle de l'appareil d'État. Elles intègrent des dimensions identitaires et économiques, intra-étatiques et macro-régionales, mêlant conflits armés, razzias et banditisme rural (Chauvin et Seignobos, 2013 ; Chauvin, 2015a ; de Clermont, Martinelli et Penel, 2015).

Depuis les années 1990, divers auteurs ont cherché à démontrer que l'abondance des ressources naturelles est un facteur de faiblesse de l'État³ et d'augmentation du risque de guerres civiles aux causes économiques, cette abondance pouvant rendre ces guerres plus fréquentes, plus longues et aux formes influencées par la nature plus ou moins concentrée ou diffuse des matières (Collier et Hoeffler, 1998 ; Kaldor, 1999 ; Ross, 2003 ; Auty, 2005 ; Le Billon, 2005). Ces travaux, parfois regroupés sous l'expression de « théorie de la malédiction des ressources naturelles », permettent d'expliquer la transformation de certaines rébellions en entreprises de déprédation.

Paradoxalement, la Centrafrique connaît une pénurie endémique de ressources même si leur accaparement, notamment de celles servant historiquement de rentes à l'État (bois, diamants, coton, café), est l'une des motivations des bandes armées. Les ressources sont ici considérées comme des constructions sociales, matières mises en valeur par le travail (Raffestin, 1980 ; Magrin *et al.*, 2015), et non comme des matières potentiellement exploitables, conception à travers laquelle la Centrafrique pourrait être présentée comme un eldorado. Le cas centrafricain permet de discuter de la pénurie des ressources de l'État comme cause et conséquence du déclenchement, du fonctionnement et de la prolongation des violences armées⁴.

2. Les chiffres sur le budget de l'État centrafricain sont tirés des rapports annuels de la Zone franc de la Banque de France, disponibles de 1994 à 2014 en ligne (<https://www.banque-france.fr/eurosysteme-et-international/zone-franc/rapports-annuels-de-la-zone-franc.html>, consulté en 2017).

3. Certains auteurs appréhendent la faiblesse de l'État comme un risque pour la sécurité dans les pays du Sud et, par ricochet, dans ceux du Nord (Helman et Ratner, 1993 ; Eizenstat, Porter et Weinstein, 2005). L'idée que les renforcements des États et de la sécurité vont de pair s'inscrit dans la théorie de l'« État faible » et ses variables sémantiques (Migdal, 1988 ; Jackson, 1993 ; Helman et Ratner, 1993 ; Zartman, 1995), qui a pris une importance considérable dans les politiques de développement depuis les années 2000 (Châtaignier et Magro, 2007).

4. Cet article reprend des résultats d'une thèse de doctorat en géographie, alimentée par un an d'enquêtes de terrain en Afrique centrale (Centrafrique, Cameroun, Tchad ; un an cumulé entre 2011 et 2013) et des données collectées lors de plus récents entretiens, menés par intermittence à Paris (2014-2016) et lors de deux séjours de recherche de 15 jours au Tchad (février et juillet 2016).

La situation politique et économique suit en Centrafrique un cercle vicieux. L'évolution dégressive et l'inégale redistribution des rentes d'État concourent au déclenchement des rébellions. Les déprédations des rebelles alimentent la pénurie des ressources d'État. L'aide internationale ne fait que combler les manques, tout en étant en partie détournée comme ressource pour la guerre.

I - Le manque de ressources d'État : terreau des violences ?

En Centrafrique, la faiblesse de l'État explique en partie la permanence et la dimension spectaculaire des violences. Mais l'enclenchement de la spirale de conflits résulte plus directement de la raréfaction des ressources d'État et de l'accroissement de leur inégale redistribution, dans un contexte de dégradation de l'économie et de montée de l'instrumentalisation politique des identités ethno-régionales depuis les années 1980.

1 - La violence en Centrafrique : la malédiction d'un État sans ressources ?

Une première manière d'analyser les violences contemporaines est de les considérer comme le dernier épisode d'un usage ancien et récurrent de la force par l'État, résultant de son manque chronique de ressources.

Le manque de moyens de l'État s'explique par la faiblesse productive de ses principales rentes (diamant, bois, coton, café), avant même le début des conflits armés. Artisanale depuis 1961, l'extraction de diamants des bassins fluviaux du Sud-Ouest (Mambéré, Lobaye) et du Nord-Est (Kotto) n'a jamais dépassé les 300 000 à 600 000 carats par an, faible volume officiel, loin de l'Afrique du Sud ou de l'Angola par exemple – 15 à 7,5 millions de carats par an dans les années 2000 (Orru, Pelon et Gentilhomme, 2007). Pilotée par une poignée de compagnies étrangères (Liban, France, Chine), l'exploitation du bois a certes progressé, dans l'espace (de l'Oubangui à la frontière camerounaise) et en volume (10 000 m³/an au début des années 1960 ; 350 000 à 700 000 dans les années 1990-2000), mais est restée très en-deçà de ses voisins, du Gabon (3 à 4 millions m³), du Cameroun (2 à 2,5 millions) ou du Congo (1 million) (Kalck, 2005). Le coton a connu une évolution erratique. Après un maximum productif en 1959-1960 (60 000 tonnes), sa filière est fragilisée depuis les années 1980, alors que son bassin de production s'est rétréci aux régions Nord-Ouest et Centre (Vennetier, 1984 ; Lallau, 2005 ; Levrat, 2009). La culture du café, *robusta* cultivé en zone guinéenne, a connu

un relatif succès productif post-indépendance – 12 500 tonnes en 1976-1977, 21 000 en 1986 (Kalck, 2005) –, avant de se réduire au début des années 1990.

Autre facteur qui explique la pénurie de ressources d'État : les alternatives fiscales au diamant, au bois et à l'agriculture d'exportation sont minces. Les productions exportées sont négligeables (or, tabac de cape, peaux brutes, cire d'abeilles, gomme arabique, etc.). La Centrafrique n'a pas d'industrie extractive, l'uranium et le pétrole n'ayant jamais été exploités. Les impôts directs, sur les sociétés et les particuliers, sont limités par l'indigence des secteurs secondaire (brasserie, tabac, textile) et tertiaire (commerce, transport, télécommunications), ainsi que par la petitesse de la population active. Quant aux activités les plus dynamiques, elles ont un faible rendement fiscal : le vivrier marchand est peu rentable à imposer, avec ses contribuables nombreux, dispersés et à maigre revenu (Brun, Chambas et Guerineau, 2007) ; le diamant est facile à transporter en contrebande ; l'élevage extensif et transhumant échappe souvent aux contrôles fiscaux.

En outre, le niveau général de prélèvement est faible. Le taux moyen d'imposition, de l'ordre de 9 % du produit intérieur brut (PIB) de 1990 à 2001, est deux fois moins élevé que la moyenne africaine. Paradoxalement, l'impression de taxation peut être forte, dans un État où la fiscalité fut un instrument colonial d'oppression et où les prélèvements illégaux sont un moyen d'enrichissement privé pour les élites politiques et les hommes en armes.

À défaut de ressources pour développer des outils de coercition et des services publics, l'appareil d'État gouverne par la violence spectaculaire. Au début du xx^e siècle, les compagnies concessionnaires et les administrateurs usèrent de la violence extrême pour exploiter la force de travail sans investir dans la colonie (récolte du caoutchouc, portage de marchandises, impôt) (Coquery-Vidrovitch, 1972). Entre 1966 et 1979, Jean-Bedel Bokassa employa la terreur comme mode de gouvernement en substitution à des institutions capables de faire peser une menace permanente et diffuse sur la population (Bigo, 1988). Plus récemment, l'appareil d'État a aussi frappé les esprits par la force : repréailles du président Ange-Félix Patassé contre les quartiers Sud de Bangui censés soutenir le putschiste André Kolingba (2001), politique de terre brûlée du président François Bozizé contre les régions Nord-Ouest et Nord-Est en rébellions (2005-2013), ou encore violences généralisées de la Séléka dans l'Ouest pour lutter contre les anti-*balaka* (2013).

En Centrafrique, la pénurie chronique de ressources serait donc à l'origine d'un mode de gouvernement d'État par la violence spectaculaire. Dans cette perspective, les conflits contemporains peuvent être interprétés comme un

cycle de représailles successives, entre violences d'État et rébellions. Cette interprétation élude toutefois la responsabilité des élites, la violence étant présentée comme une fatalité de l'État faible plutôt que comme un choix politique. Par ailleurs, elle sous-estime les variations historiques des liens entre ressources d'État et violences.

2 - Le déclin de l'État et le déclenchement de la spirale de violences (1975-1996)

Le déclin de l'État, suite à la dégradation de l'économie, a favorisé les révoltes contre l'autorité centrale.

Dès le milieu des années 1970, les signes de détérioration de l'économie s'accumulaient en Centrafrique. À la fin des années 1980, les dépenses publiques étaient deux fois supérieures aux recettes intérieures. La dette atteignait 50 % du PIB (Rietsch, 1988 ; Guilguy, 1991 ; Devey et Rousseau, 1996). Entre 1986 et 1991, les trois programmes d'ajustement structurel intensifièrent le retrait de l'État de la sphère économique. Entre 1991 et 1993, l'effondrement des cours mondiaux du coton et du café aggrava le déficit des finances publiques. En 1994, la dévaluation de 50 % du franc CFA dynamisa les exportations, mais renchérit les importations, dans un pays très dépendant de l'étranger pour accéder aux produits manufacturés de première nécessité (agro-alimentaire, énergie, construction, etc.).

En deux décennies, l'idée d'un État garant de la sécurité économique s'est effondrée. Les retards de l'État se sont accumulés dans le paiement des salaires des fonctionnaires, des bourses étudiantes, des récoltes (coton, café) et des factures aux entreprises. Les arriérés de salaires publics atteignirent trois mois en 1979, huit en 1994, 16 en 1995 et 20 à 30 au début des années 2000 (Mazidot et Leroy, 1994 ; Smith et Faes, 2000 ; Machulka, 2002 ; Saulet et Surungba, 2012). Or, la rémunération des fonctionnaires jouait un rôle central dans la sécurité du budget des ménages : elle palliait l'incertitude des autres revenus et la faiblesse de l'épargne par son versement régulier ; elle nourrissait une grande partie de la population, par son niveau élevé, jusqu'à un quart des Banguissois par exemple (Westaneat, Boyer et Lentz, 1991).

Dégradation de l'économie et déclin de l'État ont favorisé les contestations sociales. À partir de la fin des années 1970, barricades et foule contestataire remplirent régulièrement les rues de Bangui : révolte des étudiants (1979), grandes grèves (1991, 1993), opérations villes-mortes (1991), marche des enseignants (1996) et même grève de la garde présidentielle (1993) (Koyt, M'bringa Takam et Decoudras, 1995). Les mutineries dans l'armée en 1996-1997, premier épisode de la spirale des violences actuelles, s'inscrivent dans

cette continuité de contestations sociales. Ainsi, la première revendication des mutins fut le paiement de leur prime globale d'alimentation.

La dégradation de l'économie et le retrait subséquent de l'État provoquèrent des contestations sociales massives, que l'inégal accès aux ressources d'État transforma en conflits entre groupes sociaux.

3 - L'inégale redistribution des ressources d'État et les conflits

Dans les années 1980-1990, comme dans d'autres pays africains (Bayart, Ellis et Hibou, 1999 ; Blundo et Olivier de Sardan, 2007), la privatisation de l'État s'est renforcée en Centrafrique. La distribution des ressources publiques sur critère identitaire a suscité des conflits entre clientèles privilégiées et clientèles marginalisées.

De Bokassa à ses successeurs, la redistribution des ressources d'État s'est élargie, passant de l'accaparement personnel du président au clientélisme à base identitaire. Commerce agricole, diamant, ivoire, investissements étrangers, Trésor public, sociétés parapubliques, la liste des détournements de Jean-Bedel Bokassa (1966-1979) à son seul profit est longue, tant dans le privé que dans le public (Bigo, 1988). Après sa destitution (opération militaire française Barracuda) et l'instauration du multipartisme, ses successeurs élargirent l'accès aux ressources d'État pour constituer une clientèle fidèle, à base identitaire. André Kolingba (1981-1993) s'appuya sur l'ethnie yakoma originaire de la région de Kembé, son village natal, pour gouverner. Ange-Félix Patassé (1993-2003) créa la macro-ethnie des « savanniers », regroupant son ethnie (Suma-Kaba) et d'autres implantées dans le nord du pays (Sara, Gbaya, Banda, Mandja) pour se faire élire en 1993, s'opposant aux « gens du fleuve et de la forêt », minoritaires et assignés comme soutien d'André Kolingba (Chauvin, 2009). François Bozizé s'appuya sur une clientèle plus strictement limitée à son ethnie, les Gbaya, au fort poids démographique. Michel Djotodia (2013-2014) ajouta l'ingrédient religieux (pro-islam) au favoritisme ethnique (Goula, Rounga).

Depuis les années 1990, les conflits entre clientèles affidées à des leaders politiques se multiplient. Le remplacement d'une clientèle par une autre à chaque nouveau président, par des nominations allant du préfet jusqu'au directeur d'école, crée un sentiment de déclassement chez les personnes proches de l'ancien pouvoir, favorisant, tout particulièrement dans l'armée, les insurrections. Ainsi, en 1996-1997, les mutins étaient majoritairement des anciens gardes présidentiels d'André Kolingba, d'ethnie yakoma, relégués à la lutte contre les coupeurs de route par Patassé. À partir de 2005, une partie des rébellions anti-Bozizé fut dirigée par des militaires proches de Patassé. Une

grande partie des anti-*balaka* fut pilotée par d'anciens membres de l'armée de François Bozizé contre la Séléka de Michel Djotodia (Chauvin et Seignobos, 2013). Outre l'opposition entre ancienne et nouvelle clientèles au pouvoir, des conflits apparurent au sein des proches de la présidence, entre autorité centrale et groupe non satisfait des redistributions octroyées. L'ancien Premier ministre Jean-Paul Ngoupandé a ainsi narré les dissensions au sein de la large base « savannière » d'Ange-Félix Patassé, notamment les mécontentements des cadres mandja, gbaya et banda de son parti, le Mouvement de libération du peuple centrafricain (MLPC), face à la nomination trop systématique de Kaba de Paoua, ethnie et lieu de naissance de Patassé (Ngoupandé, 1997).

La faiblesse financière structurelle de l'État, la réduction de ses ressources à partir du milieu des années 1970 et leur inégale redistribution furent donc des facteurs de déclenchement de conflits en Centrafrique. Dans une perspective inverse, la multiplication des conflits armés a créé la pénurie, renforcé la fragilité de l'économie centrafricaine et privé l'État de ses principales rentes.

II - La pénurie des ressources d'État comme conséquence des violences

Les rentes d'État ont été considérablement amoindries par les razzias, qui ont détruit les infrastructures d'encadrement, et par les rébellions, qui se sont investies dans la production ou la taxation des ressources.

1 - Les razzias sur les structures d'encadrement

De 2003 à 2013, trois grandes razzias, aux ramifications régionales, s'attaquèrent aux infrastructures d'encadrement.

Les leaders politiques centrafricains laissèrent des mercenaires, majoritairement étrangers, mettre à sac le pays en échange de leur aide pour prendre le pouvoir ou s'y maintenir. Au début des années 2000, Ange-Félix Patassé eut recours aux rebelles du Mouvement de libération du Congo (MLC) contre les forces putschistes d'André Kolingba et de François Bozizé. En 2003, François Bozizé utilisa les « libérateurs », essentiellement des mercenaires tchadiens et arabophones, pour mener à bien son putsch. En 2013, Michel Djotodia renforça les rébellions du Nord-Est centrafricain de combattants tchadiens et soudanais (ex- « libérateurs », coupeurs de route, anciens rebelles) pour prendre Bangui.

Les cibles de ces mercenaires-razzieurs furent multiformes : des biens des particuliers⁵ à ceux des infrastructures collectives à haute valeur ajoutée (argent liquide, véhicule, machine, essence, matériel de construction, mobilier dans les bâtiments publics, religieux, d'entreprise ou d'organisation internationale). Le MLC, les « libérateurs » et la Séléka se distinguèrent par leur organisation dans la razzia. Le MLC vola de manière décentralisée, de petits groupes de combattants emportant au fil des mois leur butin vers « un marché du pillage » installé à Zongo (Congo démocratique), en face de Bangui (Porges, 2001). Les deux autres vagues de pillage furent plus centralisées et coordonnées. Les biens furent transportés par des convois de plusieurs centaines de véhicules, vers le Tchad, ainsi que vers le Nord-Est de la Centrafrique et le Soudan en 2013. Des témoins évoquèrent par la suite l'étonnant « développement » de localités du Nord-Est centrafricain et le gonflement des marchés à N'Djaména ou à Nyala...

Ces razzias aux ramifications macro-régionales provoquèrent une vaste désorganisation administrative, notamment des services des douanes et des impôts. La prise de contrôle des ressources par les rébellions contribua également à diminuer les ressources de l'État.

2 - Les ressources « rebellisées »

Tout particulièrement depuis 2013, l'État centrafricain a perdu le contrôle sur les ressources de l'arrière-pays, accaparées ou taxées par des groupes armés non conventionnels qui se sont organisés en suzerainetés régionales.

Les limites de ces suzerainetés varient en fonction de la répartition et de l'exploitation des ressources. Depuis le Nord-Est, la conquête du Centre a permis à la Séléka d'exploiter l'intégralité du bassin diamantifère, de consacrer une zone d'élevage et de taxer les flux sur l'axe Bangui-Sahr (Tchad). La Séléka est divisée entre quatre principaux groupes, chacun s'accaparant un territoire et ses ressources. Dans le Nord-Est, le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), dirigé par Nourredine Adam⁶ et à majorité rounga, contrôle diamants et circulations de marchandises. Dans cette

5. Selon une étude scientifique de 2010, menée à Bangui et dans l'Ouest (Lobaye, Ombella M'Poko, Ouham, Ouham-Pendé), environ 60 % des adultes avaient été victimes de vols, de destructions de biens ou témoins de pillage depuis 2002 (Vinck et Phuong 2010).

6. Nourredine Adam serait d'origine d'origine par sa mère et rounga par son père. Il aurait étudié le droit et les matières premières, notamment en Égypte et en Israël. Il serait revenu en Centrafrique en 1998 comme capitaine de police à l'Office central de répression du banditisme, puis comme responsable de sécurité de l'aéroport de Bangui. De 2003 à 2007, il devient chef de la sécurité d'un sultan à Abou Dabi. Fin 2008, il rejoint la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP) et se rapproche de Charles Massi, avant de prendre la tête de la « CPJP fondamentale ». Il eut un rôle central dans l'unification de la Séléka et dans ses liens avec le Tchad.

région gravitent également des « généraux » goula, comme Joseph Zoundeko et Zacharia Damane autour de sites diamantifères entre Bria, Sam Ouandja et Ouadda. Ces deux factions ont accentué la mainmise sur les ressources de leurs groupes originels, l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) et la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP). Le FPRC bénéficie du soutien du sultanat de Ndélé, impliqué dans divers trafics de faune sauvage dans les années 1980-1990 (cornes de rhinocéros, ivoire d'éléphants, peaux de crocodile), avant, par épuisement des stocks, que le sultanat se tourne davantage vers la taxation du bétail (droit de pacage). Le contrôle des circulations de marchandises vers et depuis le Soudan (Am Dafock, Nyala) est aussi un enjeu central de la lutte armée dans le Nord-Est. À la limite du Centre et du Nord-Ouest, une branche de la Séléka, le Mouvement patriotique centrafricain (MPC), dirigée par Al-Khatim Mahamat⁷ et à majorité arabe, s'est taillé une rente de situation sur les flux de bétail et de marchandises dans la partie frontalière de la route Bangui-Sahr (Tchad), entre Kabo, Sido et Kaga Bando. Au Centre, l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC), dirigée par Ali Darassa Mahamat⁸ et à très forte coloration peule, exploite le bétail, l'or et le café dans la zone de Bambari-Ippy-Kouango, en s'arrogeant quelques sites diamantifères. Dans le Sud-Ouest, des groupes anti-*balaka* ont conquis le bassin diamantifère, se finançant également par la taxation de marchandises en transit sur l'axe Bangui-Douala et sur d'autres, plus secondaires. Les groupes anti-*balaka* proches de l'Oubangui sont spécialisés dans la pêche et le transport fluvial de marchandises. Dans le Nord-Ouest, Révolution et Justice, composé d'anciens membres de l'Armée populaire pour la restauration de la démocratie (APRD), une rébellion, taxe les échanges vivriers.

Certaines bandes armées, qui se sont taillé des domaines régionaux, sont directement investies dans l'exploitation du diamant et de l'élevage. Les hommes en armes profitent de la haute valeur et de la forte volatilité du diamant (petite taille, facilité de transport et de dissimulation) pour en contrôler l'extraction (artisans-miniers, chefs de chantiers), la collecte (financement de chantiers, achat de productions) et l'export (via les bureaux d'achats ou par contrebande). Nombre d'éleveurs et de commerçants à bétail ont rejoint l'UPC, après un passage dans les *zargina*, et prospèrent grâce à une ressource au prix de vente élevé, mobile (possibilité de cacher le bétail loin des villes et des routes) et servant à la thésaurisation des élites de la sous-région (gardiennage

7. Al-Khatim Mahamat, originaire du Salamat (Tchad), fut rebelle au Tchad, puis intégré dans l'armée en 1997, avant de franchir la frontière, en étant « libérateur » de Bozizé et l'un des « généraux » de la Séléka.

8. Ali Darassa Mahamat est un Peul Mbororo Oudah et l'ancien bras droit du rebelle-bandit tchadien Baba Ladde.

de troupes d'élites confié à des bandes armées, à l'instar de certains hauts-gradés de l'armée tchadienne).

Comme les autres ressources, le diamant et l'élevage font surtout l'objet de prélèvements indirects, par des taxations diverses : droit d'accès journalier ou mensuel aux sites diamantifères, licence annuelle d'exploitation pour les collecteurs, taxe sur les diamants dans les aérodromes (à destination de Bangui et de Nyala notamment), droit de pacage pour le bétail. Les autres impôts rebelles portent sur la circulation des marchandises et la sécurité. Les circulations de marchandises en interne et aux frontières sont taxées aux barrages routiers. L'impôt, par passage ou au forfait, s'applique à la valeur et à la quantité des produits transportés, variant également parfois selon le type de véhicule et le nombre de passagers. Quant à la taxe de sécurité, il s'agit d'une redevance obligatoire payée aux groupes armés en échange de leur protection (gardiennage de bâtiment, escorte armée, etc.), sorte d'achat de non-agression imposée aux professions aux capitaux élevés (éleveurs, diamantaires, commerçants, entreprises forestières)⁹.

Depuis 2013, les groupes armés non conventionnels se sont créés des domaines dans l'arrière-pays, s'arrogeant leurs ressources par des systèmes fiscaux alternatifs à celui de l'État, et par investissement plus direct dans la production du diamant et de l'élevage.

3 - La baisse des rentes d'État

Les pillages et la « rébellion » des ressources ont plus ou moins réduit les rentes de l'État selon les productions.

Le diamant a vu ses exportations officielles baisser modérément en 2003 (330 000 carats) et 2009 (310 000), très fortement en 2013-2014 (43 000 et 70 000). Ces baisses s'expliquent par les insécurités, par la contrebande des rebelles, et par l'opération *Closing Gate* (2008), hold-up d'État sur les diamantaires qui les incita à s'engager dans la rébellion (UFDR, CPJP, Séléka) (ICG, 2010). La Centrafrique a été écartée du processus de Kimberley en 2013, qui vise à limiter l'exploitation de diamants du sang par les rébellions, ce qui a accéléré le commerce officieux.

Jusqu'en 2013, le bois, par la localisation de son bassin de production éloignée des zones d'affrontements et en raison des forts investissements

9. Sur l'accapement des ressources par les bandes armées depuis 2014, il est possible de se référer aux rapports du groupe d'experts sur la République centrafricaine mandaté par le Conseil de Sécurité des Nations unies (<https://www.un.org/sc/suborg/fr/sanctions/2127/panel-of-experts/reports>), consulté en 2016).

logistiques demandés par sa coupe et son transport, fut peu touché par les insécurités. Par la suite, la Séléka a imposé une taxe de sécurité aux sociétés forestières dont trois sur six ont cessé leurs activités, faisant baisser les exportations officielles (380 000 m³ en 2013 ; 263 000 en 2014). Les commandants de la Séléka ont parallèlement tissé des réseaux d'exploitation artisanale du bois, avec délivrance de permis d'exploitation.

Le secteur primaire fut très affecté par les pillages : mise à sac des agences d'encadrement agricole¹⁰, des rares industries de transformation agro-alimentaire (huilerie, savonnerie, sucrerie, brasserie) et des usines d'égrenage de coton. En 2002-2003, les « libérateurs » venus du Tchad perturbèrent le ramassage et le paiement de la récolte de coton avant de piller les usines de Bossangoa, Ndim, Pendé et Guiffa (Chauvin, 2014). La production cotonnière fut quasiment nulle entre 2003 et 2009, avant de repartir timidement (22 000 tonnes en 2012), puis d'être presque réduite à néant depuis l'arrivée de la Séléka. Entre le début des années 2000 et 2012, éloignée des zones rebelles, la production de café s'est maintenue aux alentours de 5 000 tonnes par an. En 2014, elle aurait largement ralenti (à environ 1 000 tonnes) suite à l'investissement d'une branche de la Séléka, l'UPC, dans l'organisation de son transport.

Les violences ont donc aggravé la pénurie structurelle de ressources d'État en Centrafrique. Les razzias ont provoqué un éclatement des ressources auparavant concentrées dans des sites de production et d'encadrement vers des marchés de recel à l'intérieur de la Centrafrique et dans la sous-région (Congo démocratique, Tchad, Soudan). Les rébellions ont « informalisé » une partie des rentes et de la fiscalité d'État, contrôlant des régions plus ou moins autonomisées de Bangui. L'État, qui a perdu près de 60 à 70 % de ses ressources propres et a diminué sa pression fiscale (5 % du PIB), a une emprise limitée à la capitale et se retrouve très dépendant de l'aide internationale.

III - L'aide internationale : des ressources dans l'impasse ?

Dans le contexte conflictuel, le volume, la nature et la centralisation de l'aide internationale sont marqués par l'augmentation de l'aide extérieure (plus 50 % entre 2012 et 2014), l'inflation de l'aide humanitaire en province, les difficultés opérationnelles de l'aide au développement et l'importance des

10. Les agences d'encadrement rural touchées par les conflits furent notamment les suivantes : Agence centrafricaine de développement agricole, Agence nationale de développement de l'élevage, Institut centrafricain de recherche agronomique, Fédération nationale des éleveurs centrafricains et Institut supérieur de développement rural.

détournements de ressources consacrées au retour à la paix vers un usage privé ou guerrier (exemple des programmes de désarmement).

1 - Le boom humanitaire en province

La province centrafricaine est devenue un « pays humanitaire », suite à l'essor du financement de l'aide d'urgence, consacrant les ONG comme principales structures d'encadrement civiles de l'arrière-pays.

Longtemps présentée comme « une crise oubliée », à plus ou moins juste titre en comparaison à d'autres conflits du continent (Chauvin, 2015b), la Centrafrique connaît un afflux massif d'aide humanitaire. Quasiment nulle au début des années 2000, cette assistance a fortement augmenté de 2007 à 2012, jusqu'à atteindre l'équivalent d'un quart des recettes propres de l'État par an. Suite à l'épisode Séléka, le volume de l'aide humanitaire a atteint un niveau record : environ 190 millions d'euros (2014)¹¹.

Cette tendance résulte de l'accroissement de l'aide des bailleurs de fonds spécialisés dans l'urgence (*European Community Humanitarian Aid Office* par exemple) et, de façon plus atypique, de l'augmentation de la composante humanitaire de l'aide au développement. L'aide au développement classique (aide-projet, assistance technique, etc.) a tendance à plafonner depuis la fin des années 1990, entre 40 et 75 millions de dollars depuis 1997, à l'exception des années où les bailleurs de fonds ont volontairement asséché la manne pour montrer leur désapprobation d'un gouvernement (exemple de la Séléka en 2013). Parallèlement, la composante humanitaire de l'aide publique au développement est passée de moins de 5 % au début des années 2000, à 35-40 % entre 2007 et 2012, pour atteindre 75 % en 2013-2014. Cet accroissement correspond à un effort budgétaire des financeurs du développement destiné à l'aide d'urgence.

Non centralisée par l'État et émiettée dans une cinquantaine d'organisations humanitaires ayant un bureau à Bangui (ONG, agences onusiennes), l'aide d'urgence est majoritairement dispersée en province (si l'on excepte les frais salariaux et logistiques, davantage concentrés à Bangui). À la fin des années 2000, plus de 80 % de l'aide distribuée aux bénéficiaires l'était dans l'arrière-pays¹². Ce taux a peut-être quelque peu diminué suite à la multiplication des conflits à Bangui depuis 2013. Mais les organisations

11. Les chiffres sur l'aide extérieure sont tirés des statistiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (<http://stats.oecd.org/>, consulté en 2016).

12. Les chiffres sur la répartition des aides humanitaire et au développement à l'intérieur de la Centrafrique sont issus d'un « système de gestion et de suivi de l'aide », élaboré par le PNUD et le ministère centrafricain du Plan, tombé en désuétude depuis 2011 (<http://dad.minplan-rca.org>, consulté en 2014).

non et inter-gouvernementales sont devenues des acteurs incontournables de l'arrière-pays, par tissage d'un maillage de bases secondaires dans toutes les petites et les moyennes villes, tout particulièrement dans l'Ouest. Elles se substituent à l'État dans la fourniture des services sociaux (santé, éducation, eau, alimentation, etc.) et absorbent souvent des fonctionnaires comme agents de terrain ou sous-chefs de base, en offrant des salaires plus élevés, plus réguliers et de meilleures conditions de travail que la fonction publique.

En forte augmentation, l'aide humanitaire comble le vide d'État en province, répond à des besoins urgents, mais crée une dépendance à cette sorte d'administration parallèle que constituent les ONG et les agences onusiennes.

2 - L'impossible redéploiement de l'État par l'aide au développement ?

Les limites opérationnelles des projets de développement actuels, comme ceux « des pôles de développement » et du Fonds Bêkou, rendent incertain leur impact au-delà d'un simple maintien à flot de l'appareil d'État.

En Centrafrique, l'aide au développement a toujours joué un rôle important dans le fonctionnement de l'État. Son apport relativement régulier et sans investissement productif en fait une rente, au même titre que les revenus tirés des ressources naturelles (Magrin, 2013). Historiquement, son usage est majoritairement consacré au remboursement de la dette et au soutien au gouvernement pour payer les dépenses courantes comme le salaire des agents publics. Cette aide sert paradoxalement peu au financement de projets d'investissement. Dans un État très concentré à Bangui, elle se déverse très majoritairement dans la capitale (85 à 90 % à la fin des années 2000). Cette orientation générale évolue peu ces dernières années alors que l'État s'est effondré en province. Si certains bailleurs de fonds souhaitent concourir au redéploiement de l'État, ils se heurtent à des limites opérationnelles, comme l'illustrent deux projets de développement.

Le programme des « pôles de développement » fut lancé en 2008. Financé à hauteur de 48 millions d'euros dans le cadre du 10^e Fonds européen de développement (FED), il vise à relancer l'économie et à améliorer l'emprise de l'État à partir des villes secondaires. Il fut confronté à l'accentuation de l'insécurité. Dès 2008-2009, des villes du Sud-Est et du Nord-Est furent retirées du projet, à l'instar de Ndélé jugée trop peu sécurisée par l'Union européenne et trop proche des rébellions par le pouvoir central. Les fonds furent réorientés vers huit centres urbains (Bouar, Bozoum, Paoua, Bossangoa, Kaga Bandoro, Sibut, Bambari, Bangassou) et deux centres bipolaires (Batangafo-Kabo et Mobaye-Alindao). Les conflits Séléka-anti-balaka ont pour le moment limité

le projet à la construction de quelques infrastructures dans les villes les plus sécurisées, comme Bangui et Sibut (Chauvin, 2015a).

Le Fonds Bêkou fut créé en 2014 pour cinq ans. Il regroupe 100 millions de dollars provenant principalement de l'Union européenne, la France, l'Allemagne et les Pays-Bas. Le Fonds Bêkou finance des activités dans la réhabilitation urbaine, la santé, la relance économique, la sécurité alimentaire et le genre. L'une des ambitions du Fonds est de créer des liens entre l'urgence, la réhabilitation et le développement (projet LRRD, *Linking Relief, Rehabilitation and Development*). Toutefois, il se heurte à l'absence d'alternative aux ONG internationales dans la maîtrise d'œuvre et à la persistance de l'insécurité pour mettre en œuvre des projets ayant un impact fort en termes de relance économique et de redéploiement de l'État dans l'arrière-pays. Le cœur de métier des ONG reste l'aide d'urgence. Sans détenir de pouvoir dans le conseil d'administration du Fonds, le gouvernement centrafricain est censé, malgré tout, à moyen terme, porter une partie de la maîtrise d'ouvrage, *via* les ministères ou la mairie de Bangui, et de la maîtrise d'œuvre, *via* l'Agence d'exécution des travaux d'intérêts publics en Centrafrique (AGETIP). Mais cette solution pour renforcer l'État ne peut elle-même être obtenue que par un certain affermissement de l'État.

L'aide au développement représente une rente désormais essentielle à l'État centrafricain, qui a perdu une grande partie de ses autres ressources. Toutefois, le retour à la sécurité et la création d'encadrements alternatifs aux ONG d'urgence pour mettre en œuvre les projets de développement sont deux conditions essentielles pour envisager que cette aide puisse renforcer l'État, c'est-à-dire remplir l'un des objectifs de ses bailleurs.

3 - Les programmes de désarmement : des ressources pour la paix ou pour la guerre ?

La paix agitée comme un slogan est aussi un levier pour obtenir des ressources, comme le rappelle l'affaire du don angolais qui a récemment défrayé la chronique (Marchal, 2015), et comme l'illustrent tout particulièrement les programmes de désarmement. Le principe de rémunérer les hommes en armes ou de leur fournir un emploi à courte durée est acté au sein de la communauté internationale, alors que la ressource pour le désarmement a été maintes fois détournée par les pouvoirs publics, ainsi que par des bandes armées devenues expertes dans l'art de désarmer, pour capter des primes, avant de retourner au maquis.

D'années en années, la liste des programmes de désarmement s'allonge : programme des missions interafricaines de maintien de la paix (1997-2000),

Programme national de désarmement et de réinsertion (PNDR, 2002-2004), Projet de réinsertion des ex-combattants et d'appui aux communautés (PRAC, 2004-2006), Démobilisation, désarmement et réinsertion des combattants (DDR, 2008-2013). En 2016, un nouveau DDR est en cours de préparation. En attendant, la Banque mondiale emploie les outils habituels de « pré-DDR » : des chantiers « à haute intensité de main-d'œuvre » (HIMO), autrement dit des réhabilitations peu mécanisées d'infrastructures, sans impact durable, pour distribuer de l'argent à un maximum de personnes, surtout à des combattants.

Pourtant, les programmes de désarmement furent des échecs en Centrafrique. Dans le PNDR, 1 million d'euros fut dépensé pour récupérer 1 000 armes, réinsérer environ 1 200 rebelles dans l'armée et former 220 combattants à l'artisanat. Dans le PRAC, environ 11 millions de dollars servirent à récupérer à peine 200 armes et à verser de l'argent aux combattants plutôt qu'à créer des projets de réinsertion professionnelle (5 % des dépenses totales dans ce dernier domaine) (Clément, Lombard, Kozo et Koyou-Kombele, 2007). La première mouture du DDR fut financée à hauteur de 25 millions d'euros, répartis entre 4,6 millions d'euros pour la phase préparatoire, 1,8 million pour la phase de désarmement et 18,6 millions pour la phase de réinsertion. Résultats : le DDR a été appliqué pour un seul groupe armé (l'APRD) sur six initialement prévus et une vaste partie de l'argent de la réinsertion a été détournée par le gouvernement et les chefs rebelles locaux. Dans le Nord-Est, le non-paiement des primes de démobilisation des combattants fut l'un des facteurs de création de la Séléka. Dans le Nord-Ouest, la Banque mondiale eut recours à des ONG internationales pour faire du DDR déguisé, comblant l'argent détourné pour la réinsertion par la mise en œuvre de chantiers HIMO. Le pré-DDR ressemble donc fort au post-DDR... Les programmes de désarmement sont archétypaux des ressources extérieures destinées au rétablissement de la paix et détournées vers un usage privé ou de guerre.

Conclusion

La maigreur des rentes étatiques favorise l'emploi de la violence armée en Centrafrique. Sans ressources, l'appareil d'État peut difficilement institutionnaliser une gestion non violente de la population (coercition, services sociaux, prévention, etc.) et se rabat donc sur l'usage de la violence spectaculaire pour gouverner. L'extorsion violente est une autre conséquence du manque de ressources, comme substitution à l'accès aux richesses par un modèle rentier efficace. Le pillage est favorisé par le faible contrôle du pouvoir central et ses délégations de pouvoirs (concessions, alliances) accordées à des acteurs extérieurs prédateurs. Tant la violence spectaculaire

d'État que l'extorsion violente des ressources alimentent un cercle vicieux : dans les deux cas, l'emploi de la force affaiblit l'État, ce qui favorise la violence. Frapper les esprits par la mise en scène d'une violence extrême a un effet boomerang : la montée des oppositions possiblement organisées en rébellions, qui concurrencent le pouvoir central. Quant aux razzias, elles détruisent ou dispersent les sites de concentration des richesses, les leviers productifs et les pôles d'encadrement, limitant la création d'une économie d'accumulation alternative à une économie de rapine. La maigreur des rentes étatiques explique donc indirectement la permanence de la faiblesse de l'État et des insécurités dans l'histoire centrafricaine. Mais les violences actuelles sont liées autant au niveau de disponibilité des ressources qu'à leur gestion politique. L'inégale redistribution des rentes, dans un contexte de dégradation de l'économie et selon des clivages ethno-régionaux, a favorisé les contestations sociales et les conflits entre clientèles identitaires. Le jeu des leaders politiques de mobilisation d'identités territoriales (quartiers, régions, etc.) et culturelles (ethniques, religieuses, etc.) pour constituer et s'appuyer sur leurs clientèles, afin de contrôler le pouvoir et les ressources, est fondamental dans la dynamique des violences contemporaines.

La maigreur des rentes étatiques et leur redistribution inégalitaire influencent également la répartition des violences et des groupes armés. Le pouvoir central s'appuyant sur une base ethno-régionale étroite, les insurrections se concentrent dans les territoires marginalisés dans la redistribution rentière : quartiers Sud de Bangui (1996-2001), régions Nord-Ouest et Nord-Est (2005-2013), puis l'Ouest (2013). Les inégalités régionales de redistribution rentière à long terme justifient également des rébellions. Ainsi en est-il dans l'Est délaissé (UFDR, CPJP, Séléka) et qui s'oppose à l'Ouest intégré en termes de développement et d'enclavement. Toutefois, la guerre pour Bangui reste l'enjeu majeur des conflits. Les faibles ressources d'État demeurent une manne convoitée par les leaders politiques et les groupes armés.

Depuis 2014, la situation politico-militaire de la Centrafrique s'est renouvelée. Bangui est cadennassée par l'opération militaire française Sangaris et les missions de maintien de la paix (Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous la conduite africaine – MISCA, Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies en Centrafrique – MINUSCA). De fait, les groupes armés ont accru leur captation des ressources par des voies décentralisées. Ils ont approfondi les systèmes fiscaux alternatifs à l'État (impôts sur les circulations de marchandises, l'accès aux zones de production, la sécurité) et leur investissement dans les productions à haute valeur ajoutée (élevage, diamants). De fait, l'État a vu ses rentes chuter et le territoire a

tendance à se « balkaniser » en suzerainetés régionales tenues par des groupes armés.

Dans ce contexte, l'aide internationale répond aux urgences mais ne change pas en profondeur la situation politique. L'aide humanitaire se substitue à l'État en province plutôt qu'elle ne le renforce. L'aide au développement permet d'éviter la faillite de l'État, le maintien à flot dans la capitale, sans lui permettre un redéploiement dans l'arrière-pays. Et les ressources pour la paix sont partiellement détournées de leur objectif initial, vers des fins privées ou guerrières. Faire repartir un État rentier, même à maigres ressources, sur des nouveaux principes de redistribution, égalitaires, est encore un lointain espoir.

Bibliographie

Auty R., 2005 - "Natural resources and civil strife: A two-stage process". In : Le Billon P. (dir.), *The geopolitics of resource wars. Resource dependence, governance and violence*. Londres/New York : Routledge, p. 29-49.

Bayart J.-F., Ellis S. et Hibou B., 1999 - *La criminalisation de l'État en Afrique*. Bruxelles : Complexe, 167 p.

Bigo D., 1988 - *Pouvoir et obéissance en Centrafrique*. Paris : Karthala, 337 p.

Blundo G. et Olivier de Sardan J.-P. (dir.), 2007 - *État et corruption en Afrique. Une anthropologie comparative des relations entre fonctionnaires et usagers (Bénin, Niger, Sénégal)*. Paris : Karthala, 374 p.

Brun J.-F., Chambas G. et Guerineau S., 2007 - « Aide et mobilisation fiscale », *Jumbo* (Agence française de développement), n° 21, p. 1-77.

Châtaignier J.-M. et Magro H. (dir.), 2007 - « Introduction ». In : J.-M. Châtaignier et H. Magro (dir.), *États et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*. Paris : Karthala, p. 9-20.

Chauvin E., 2009 - « Rivalités ethniques et guerre urbaine au cœur de l'Afrique – Bangui (1996-2001) », *Enjeux*, n° 40, p. 30-38.

—, 2014 - « Conflits armés, mobilités sous contraintes et recompositions des échanges vivriers dans le nord-ouest de la Centrafrique ». In : S. Baldi et G. Magrin (dir.), *Les échanges et la communication dans le bassin du lac Tchad*. Naples : Università degli studi di Napoli «L'Orientale», p. 263-287, (« Studi Africanistici. Serie Ciado-Sudanese », 6).

—, 2015a - *Violences en Centrafrique : pouvoirs de déplacer, manières de migrer. Centrafricains déplacés et réfugiés (Cameroun, Tchad)*. Thèse de doctorat de géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 489 p.

—, 2015b - « Centrafrique : une crise oubliée ? (In)visibilité d'un conflit : formation et impacts d'une représentation ». In : C. Dalipagic-Malavaux (dir.), *Guerre et conflits récents. La représentation de la guerre dans les conflits*

récents : enjeux politiques, éthiques et esthétiques. Lille : Publications de l'Université de Lille 3, p. 135-160.

Chauvin E. et Seignobos C., 2013 - « L'imbroglia centrafricain. État, rebelles et bandits », *Afrique contemporaine*, n° 248, p. 119-148.

Clément C. et al., 2007 - *RCA : le DDR sans GPS. Mission indépendante d'évaluation du Programme de réinsertion des ex-combattants et d'appui aux communautés (RCA) en République centrafricaine. Rapport final. Commissionné par le Programme Multi-pays de démobilisation et réintégration (MDRP)*. Genève : Geneva Centre for Security Policy, 51 p.

Collier P. et Hoeffler A., 1998 - "On economic causes of civil war", *Oxford Economic Papers*, n° 50, p. 563-573.

Coquery-Vidrovitch C., 1972 - *Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires. 1898-1930*. Paris/La Haye : Mouton & Co/École pratique des hautes études, 598 p.

Clermont J.-A., Martinelli B. et Penel J.-D., 2015 - *Comprendre la crise centrafricaine*. Rapport. Paris : Observatoire Pharos, 84 p.

Devey-Malu M. et Rousseau V., 1996 - « Spécial Centrafrique », *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n° 2626, p. 465-494.

Faes G. et Smith S., 2000 - *Bokassa I^{er}. Un empereur français*. Paris : Grasset, 385 p.

Guilguy C., 1991 - « Centrafrique », *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n° 2409, p. 3067-3084.

Helman G. B. et Ratner S. R., 1993 - "Saving failed states", *Foreign Policy*, n° 89, p. 3-20.

International Crisis Group (ICG), 2010 - De dangereuses petites pierres : les diamants en République centrafricaine, *Rapport Afrique de Crisis Group*, n° 167, p. 1-34.

Jackson R. H., 1993 - *Quasi-states: Sovereignty, international relations, and the third world*. Cambridge : Cambridge University Press, 225 p.

Kaldor M., 1999 - *New and old wars: organized violence in a global era*. Stanford : Stanford University Press, 192 p.

Koyt M., M'Bringa Tamaka M. F., Faustin M. et Decoudras P.-M., 1995 - « République centrafricaine : les vicissitudes du changement ». In : Centre d'étude d'Afrique noire, *L'Afrique politique 1995. Le meilleur, le pire et l'incertain*. Paris : Karthala/CEAN, p. 235-249.

Lallau B., 2005 - « Quels acteurs pour l'innovation cotonnière ? Enseignements de l'échec centrafricain ». In : G. Froger, C. Mainguy, J. Brot et H. Gerardin (dir.), *Quels acteurs pour quel développement ?* Paris : GEMDEV/ Karthala. p. 185-200.

Le Billon P. (dir.), 2005 - *The geopolitics of resource wars. Resource dependence, governance and violence*. Londres/New York : Routledge, 277 p.

Levrat R., 2009 - *Le coton dans la zone franc depuis 1950. Un succès remis en cause*. Paris : L'Harmattan, 270 p.

Machulka D., 2002 - « Spécial Centrafrique », *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n° 2940, p. 555-590.

Magrin G., 2013 - *Voyage en Afrique rentière. Une lecture géographique des trajectoires du développement*. Paris : Publications de la Sorbonne, 424 p.

Magrin G. et al., 2015 - « Introduction. Les ressources, enjeux géographiques d'un objet pluriel ». In : M. Redon et al. (dir.), *Ressources mondialisées. Essais de géographie politique*. Paris : Publications de la Sorbonne, p. 5-26.

Marchal R., 2015 - « Premières leçons d'une "drôle" de transition en République centrafricaine », *Politique africaine*, n° 139, p. 123-146.

Mazidot A. et Leroy A., 1994 - « Stratégies de survie des fonctionnaires centrafricains conjoncturés », *Politique africaine*, n° 53, p. 117-127.

Migdal J. S., 1988 - *Strong societies and weak states. State-society relations and state capabilities in the third world*. Princeton, Princeton University Press, 320 p.

Orru J.-F., Pelon R. et Gentilhomme P., 2007 - « Le diamant dans la géopolitique africaine », *Afrique contemporaine*, n° 221, p. 173-203.

Ngoupandé J.-P., 1997 - *Chronique de la crise centrafricaine. 1996-1997. Le syndrome Barracuda*. Paris/Montréal : L'Harmattan, 281 p.

Porges L., 2001 - « Le coup d'État de mai 2001 au Centrafrique : un événement presque ignoré », *Afrique contemporaine*, n° 200, p. 34-48.

Raffestin C., 1980 - *Pour une géographie du pouvoir*. Paris : Librairies techniques, 249 p.

Rietsch C., 1988 - « Déséquilibre et ajustement en République centrafricaine », *Tiers-Monde*, vol. 29, n° 114, p. 409-428.

Ross M., 2003 - "Oil, drugs and diamonds: The varying role of natural resources in civil war". In : K. Ballentine et J. Sherman (dir.), *The political economy of armed conflict: Beyond greed and grievance*. Boulder : Lynne Rienner, p. 47-70.

Saulet Surungba C., 2012 - *Centrafrique. 1993-2003. La politique du Changement d'Ange-Félix Patassé*. Paris : L'Harmattan, 274 p.

Sautter G., 1966 - *De l'Atlantique au fleuve Congo une géographie du sous-peuplement. République du Congo. République gabonaise*. Paris/La Haye : Mouton & Co, 1102 p.

Vennetier P., 1984 - *Atlas de la République centrafricaine*. Paris : Éditions Jeune Afrique, 63 p.

Vinck P. et Phuong P., 2010 - *Construire la paix, chercher la justice. Une étude de l'attitude de la population envers les conflits et la reconstruction sociale en République centrafricaine*. Berkeley : Université de Californie, Centre des droits de l'homme, 45 p.

Westneat A.S., Boyer N.A. et Lentz B.E., 1991 - *Étude des marchés de Bangui*, Rapport final, Projet de développement des entreprises rurales. Bangui : Africacare.

Zartman W., 1995 - *Collapsed states: the disintegration and restoration of legitimate authority*. Boulder, Londres : Lynne Rienner, 303 p.

Weinstein J. M., Porter J. E. et Eizenstat S. E., 2005 - "Rebuilding weak states", *Foreign Affairs*, vol. 84, n° 1, p. 134-146.

Résumé

Cet article discute de la pénurie des rentes d'État comme cause et conséquence des conflits armés, dans le cas de la Centrafrique et dans une perspective de géographie politique. Dans ce pays aux ressources limitées, la maigreur, la rarefaction et l'inégale redistribution des rentes d'État favorisent le recours à la violence comme mode de gouvernement et d'extorsion des ressources. Les conflits ont rendu l'État exsangue, ses ressources étant razzées ou « informalisées » par les groupes armés. L'aide internationale multiforme (humanitaire, au développement, au désarmement) se substitue à l'État en province, le maintien à flot dans la capitale, tout en étant en partie détournée, ne permettant pas de changer en profondeur la pénurie chronique des rentes d'État aggravée par les conflits.

Mots-clés : Centrafrique, État, ressource, rente, conflit, guerre civile, violence, aide internationale, bois, diamant, coton, café

Abstract

For a handful of resources. Armed violence and shortage

This article analyzes the shortage of State rents as a cause and a consequence of armed conflicts, in the case of the Central African Republic and in a perspective of political geography. In this country with limited resources, the increasing scarcity and unequal redistribution of State rents favour the use of violence as a mode of government and a mode of extortion of resources. Armed conflicts force the State into bankruptcy because State resources are plundered by armed groups. International aid (humanitarian, development and disarmament) replaces the State in the provinces and maintains its presence in the capital. International aid does not change the chronic shortage of state rents aggravated by conflict.

Keywords: *Central African Republic, State, resource, conflict, rent, civil war, violence, international aid, wood, diamond, cotton, coffee*